REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 07 au 13 mars 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Projet SWIOFISH2 : pêche artisanale.....2
- COI : « La pêche, c'est aussi un métier pour les femmes »
- La pêche, est aussi un métier de femme

1.2 Journée Internationale de la femme.....7
- Indian Ocean Commission's Governance, Peace and Stability project

1.3 Projet RECOS : Environnement.....8
- Echanges et formation sur les outils d'éducation environnementale en zone cotière

2. Centres d'Intérêts

2.1 Pêche.....9
- 27eme session de la commission thonière de l'océan indien : réunion cruciale pour Maurice

2.2 Transition énergétique.....10
- Accès à l'énergie : Deux centrales solaires bientôt inaugurées à Mangily et à Anakao

2.3 Economie.....11
- Pamela Coke-Hamilton : « Les économies bleue et verte sont les nouvelles vagues de l'avenir »
- Les acteurs économiques sensibilisés sur la loi des opérations financières de l'Etat
- Espace jeune entrepreneuriat (EJE) : soutient les jeunes et les femmes engagées dans les affaires

2.4 Environnement marin.....14
- Espèces menacées : Nouveau dispositif "Nest" pour aider Nature Seychelles à surveiller la nidification des tortues

2.5 Education.....15
- Enseignement supérieur L'Université des Comores s'associe avec l'Ecole supérieure d'art de La Réunion



COI : « La pêche, c'est aussi un métier pour les femmes »

Journée internationale des droits des femmes dans notre région

A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, qui a eu lieu le 8 mars dernier, la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI), en partenariat avec la Commission de l'océan Indien (COI), a organisé à Port-Mathurin (Rodrigues), un atelier régional visant à valoriser la place des femmes dans le secteur de la pêche artisanale en Indianocéanie. Un communiqué de la COI diffusé ce 10 mars rend compte de cet événement.

« Nous comptons aujourd'hui plus de 15000 femmes dans le secteur de la pêche dans le Sud-Ouest de l'océan Indien. A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, qui a eu lieu le 8 mars dernier, la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI), en partenariat avec la Commission de l'océan Indien (COI), a organisé un atelier régional visant à valoriser la place des femmes dans le secteur de la pêche artisanale. L'occasion pour ces professionnelles de mettre en lumière leur quotidien, leurs réussites et leurs ambitions. Cette rencontre leur a aussi permis de poser les bases d'un réseau régional afin d'améliorer leur résilience face aux défis communs, de nature professionnelle et économique mais aussi sociale, environnementale et sécuritaire.

C'est avec l'appui du projet SWIOFISH2 de la COI financé par la Banque mondiale que la FPAOI a réuni des femmes du secteur de la pêche des 5 États membres à Port-Mathurin (Rodrigues). Durant cette journée, elles ont pu toutes prendre la parole afin de parler de leurs métiers respectifs, de leurs expériences, des difficultés rencontrées et de leur vision pour l'avenir.

L’océan représente un vaste champ d’opportunités économiques pour les îles de l’Indianocéanie. Ainsi, la préservation et l’exploitation durable et respectueuse des ressources halieutiques, au profit des populations, est au cœur des actions conjointes de la COI et de la FPAOI.

Ainsi, la FPAOI contribue à l’aménagement des ressources et aux prises de décisions pour un avenir meilleur du milieu de la pêche artisanale. Les échanges interprofessionnels constituent des temps d’intelligence collective pour partager des bonnes pratiques, faire émerger des solutions collectives face aux défis partagés ou encore de nouer des partenariats et des collaborations permettant de renforcer l’autonomisation des opérateurs et opératrices de la pêche artisanale. “Nous nous engageons à faire la promotion de la pêche soutenable et des ressources que nous avons aujourd’hui” a souligné Keith André, président de la FPAOI.

Malgré le poids que représente le secteur de la pêche dans l’attractivité économique de la zone océan Indien, les professionnels rencontrent d’autres difficultés majeures. Pour rappel, l’Indianocéanie est l’un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale. De ce fait, au-delà des enjeux économiques, elle doit faire face à plusieurs défis climatiques : pollution, dérèglement climatique, cyclones… il en ressort une vulnérabilité particulière du secteur de la pêche et des communautés qui en vivent face aux conséquences du dérèglement climatique. »

La pêche, c'est aussi un métier pour les femmes

Nous comptons aujourd'hui plus de 15000 femmes dans le secteur de la pêche dans le Sud-Ouest de l'océan Indien. A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, qui a eu lieu le 8 mars dernier, la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI), en partenariat avec la Commission de l'océan Indien (COI), a organisé un atelier régional visant à valoriser la place des femmes dans le secteur de la pêche artisanale. L'occasion pour ces professionnelles de mettre en lumière leur quotidien, leurs réussites et leurs ambitions. Cette rencontre leur a aussi permis de poser les bases d'un réseau régional afin d'améliorer leur résilience face aux défis communs, de nature professionnelle et économique mais aussi sociale, environnementale et sécuritaire.

C'est avec l'appui du projet SWIOFISH2 de la COI financé par la Banque mondiale que la FPAOI a réuni des femmes du secteur de la pêche des 5 États membres à Port-Mathurin (Rodrigues). Durant cette journée, elles ont pu toutes prendre la parole afin de parler de leurs métiers respectifs, de leurs expériences, des difficultés rencontrées et de leur vision pour l'avenir. L'océan représente un vaste champ d'opportunités économiques pour les îles de l'Indianocéanie. Ainsi, la préservation et l'exploitation durable et respectueuse des ressources halieutiques, au profit des populations, est au cœur des actions conjointes de la COI et de la FPAOI.

Ainsi, la FPAOI contribue à l'aménagement des ressources et aux prises de décisions pour un avenir meilleur du milieu de la pêche artisanale. Les échanges interprofessionnels constituent des temps d'intelligence collective pour partager des bonnes pratiques, faire émerger des solutions collectives face aux défis partagés ou encore de nouer des partenariats et des collaborations permettant de renforcer l'autonomisation des opérateurs et opératrices de la pêche artisanale. "Nous nous engageons à faire la promotion de la pêche soutenable et des ressources que nous avons aujourd'hui" a souligné Keith André, président de la FPAOI.



Malgré le poids que représente le secteur de la pêche dans l'attractivité économique de la zone océan Indien, les professionnels rencontrent d'autres difficultés majeurs. Pour rappel, l'Indianocéanie est l'un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale. De ce fait, au- delà des enjeux économiques, elle doit faire face à plusieurs défis climatiques : pollution, dérèglement climatique, cyclones... il en ressort une vulnérabilité particulière du secteur de la pêche et des communautés qui en vivent face aux conséquences du dérèglement climatique.

La pêche, c'est aussi un métier pour les femmes

Nous comptons aujourd'hui plus de 15000 femmes dans le secteur de la pêche dans le Sud-Ouest de l'océan Indien. A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, qui a eu lieu le 8 mars dernier, la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI), en partenariat avec la Commission de l'océan Indien (COI), a organisé un atelier régional visant à valoriser la place des femmes dans le secteur de la pêche artisanale.



L'occasion pour ces professionnelles de mettre en lumière leur quotidien, leurs réussites et leurs ambitions. Cette rencontre leur a aussi permis de poser les bases d'un réseau régional afin d'améliorer leur résilience face aux défis communs, de nature professionnelle et économique mais aussi sociale, environnementale et sécuritaire. C'est avec l'appui du projet SWIOFISH2 de la COI financé par la Banque mondiale que la FPAOI a réuni des femmes du secteur de la pêche des 5 États membres à Port-Mathurin (Rodrigues).

Durant cette journée, elles ont pu toutes prendre la parole afin de parler de leurs métiers respectifs, de leurs expériences, des difficultés rencontrées et de leur vision pour l'avenir. L'océan représente un vaste champ d'opportunités économiques pour les îles de l'Indianocéanie. Ainsi, la préservation et l'exploitation durable et respectueuse des ressources halieutiques, au profit des populations, est au cœur des actions conjointes de la COI et de la FPAOI. Ainsi, la FPAOI contribue à l'aménagement des ressources et aux prises de décisions pour un avenir meilleur du milieu de la pêche artisanale.

Les échanges interprofessionnels constituent des temps d'intelligence collective pour partager des bonnes pratiques, faire émerger des solutions collectives face aux défis partagés ou encore de nouer des partenariats et des collaborations permettant de renforcer l'autonomisation des opérateurs et opératrices de la pêche artisanale. "Nous nous engageons à faire la

promotion de la pêche soutenable et des ressources que nous avons aujourd'hui" a souligné Keith André, président de la FPAOI.

Malgré le poids que représente le secteur de la pêche dans l'attractivité économique de la zone océan Indien, les professionnels rencontrent d'autres difficultés majeurs. Pour rappel, l'Indianocéanie est l'un des 34 points chauds de la biodiversité mondiale. De ce fait, audelà des enjeux économiques, elle doit faire face à plusieurs défis climatiques : pollution, dérèglement climatique, cyclones… il en ressort une vulnérabilité particulière du secteur de la pêche et des communautés qui en vivent face aux conséquences du dérèglement climatique.

Indian Ocean Commission's Governance, Peace and Stability project

In the context of the promotion of the Indian Ocean Commission's Governance, Peace and Stability project and to commemorate the International Women's Day on 8th March, Diana Benoit was interviewed by the Indian Ocean Commission (IOC) on her vision of the role of women in promoting peace.

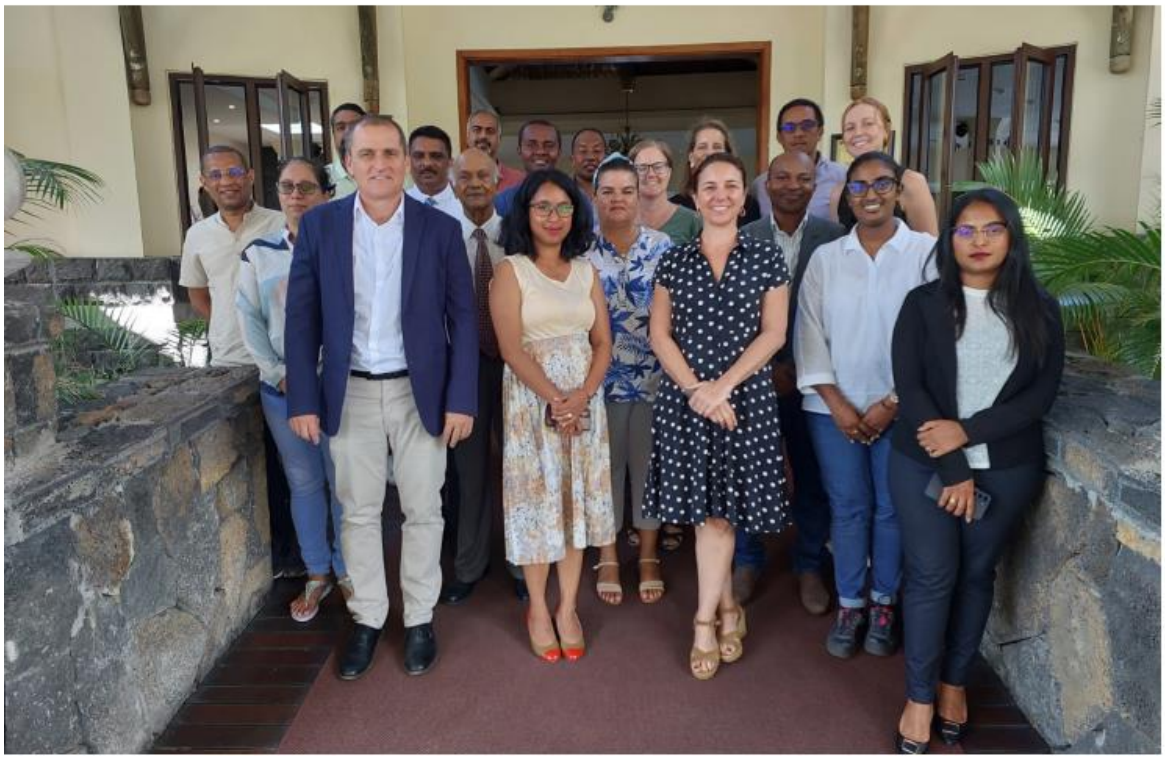
In the interview, Diana talked about the role of research at the James R. Mancham Peace and Diplomacy Research Institute at UniSey in promoting peace, stability and good governance; and the extent to which Seychellois women are advocating for peace, stability and good governance in our society.



Plus d'information :

Journée internationale des droits des femmes : à la rencontre de Diana Benoit

Echanges et formation sur les outils d'éducation environnementale en zones côtières



Différents acteurs régionaux se sont réunis dans le cadre d'un atelier de renforcement des capacités et d'échanges sur l'éducation environnementale. L'occasion pour eux d'échanger les défis communs et discuter des programmes éducatifs environnementaux en zones côtières existants. Les participants ont d'ailleurs pu recevoir une formation complète sur le programme international «Sandwatch», soutenu par l'UNESCO. Ce programme accompagne les écoles et les communautés, les professeurs et les pour répondre efficacement et durablement aux enjeux environnementaux en zone côtière. Cet atelier s'inscrit dans le cadre du projet RECOS (résilience des populations et des écosystèmes du Sud-Ouest de l'océan Indien) porté par la Commission de l'océan Indien (COI) et sur financement de l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM).

« Pour l'ensemble des pays membres de la COI, l'éducation environnementale joue un rôle de plus en plus important vis-à-vis des défis auxquels ils font face au quotidien comme la pollution, la perte de la biodiversité et les changements climatiques », a souligné M. Anfani Msoili, Chargé de mission « *Transition écologique et énergétique, tourisme et migrations* » de la COI. « *Il est essentiel pour les acteurs de l'éducation de pouvoir évaluer les impacts de deux décennies de programmes d'éducation environnementale* », a-t-il ajouté.

Dans le cadre de cet atelier, une vingtaine de participants issus de ministères, d'universités, de centres de recherche, d'ONG et du secteur privé des Etats membres de la COI ont bénéficié d'une formation au programme international Sandwatch. Plus particulièrement, la formation a porté sur la nouvelle version de l'outil Beach Records de ce programme qui permet le suivi scientifique de l'état des plages par la collecte participative de données. Ce programme Sandwatch contribue non seulement à la sensibilisation du public aux problématiques des zones côtières mais aussi à l'amélioration de la gestion de l'érosion côtière. L'atelier a, par ailleurs, été enrichi par des interventions d'experts internationaux sur la mise en œuvre de ce programme venant notamment de Trinidad et Tobago, l'UNESCO, l'Institut de recherche pour le développement et l'Université de La Réunion.

Sandwatch est une approche d'éducation environnementale mondialement reconnue qui permet aux élèves, enseignants et communautés de travailler ensemble pour identifier et évaluer les menaces et les conflits dans leur environnement côtier. L'objectif est de trouver des solutions durables et concertés pour agir. Cette méthodologie, soutenue par l'UNESCO, est mise en œuvre dans plus de 50 pays dont les Comores, Maurice et les Seychelles. Elle figure parmi les 25 meilleurs programmes éducatifs du monde, ce qui lui a valu un prix en 2014 en marge de la Décennie de l'Education des Nations unies.

Dans la région de l'océan Indien occidental, les programmes et les outils d'éducation environnementale sont nombreux et diversifiés : Sandwatch, Eco-School, MARECO, Pareo, Kit Mad'Ere, Aquamarine, etc. Cet atelier a ainsi permis de dresser l'inventaire des programmes d'éducation environnementale de la région. Les objectifs sont multiples : échanger, valoriser et mettre à disposition des pays les outils mais également tendre vers une harmonisation des méthodologies. Cela a permis de mesurer les impacts de ces programmes d'éducation environnementale et de souligner la contribution de la recherche scientifique à l'élaboration de méthodes d'évaluation. Les grandes lignes d'un plan de travail pour les quatre années à venir ont pu être établies pour avancer concrètement sur ce sujet.

Pour le Dr Ravhee Bholah du ministère mauricien de l'Education, *« l'atelier nous a permis d'avoir une approche commune dans la mise en œuvre et le suivi évaluation de programmes d'éducation environnementale »*. Et d'ajouter : *« Ce groupe de travail est une bonne plateforme qui nous permet d'avancer en tant que référents nationaux en matière d'éducation environnementale. Cette plateforme va redynamiser l'éducation environnementale de la région, notamment grâce à la connexion avec des partenaires internationaux »*.

A l'issue de cet atelier, les participants ont élaboré une ébauche de plans d'action 2023-2026 pour le déploiement de Sandwatch à l'échelle nationale, ainsi que le plan de travail régional du groupe dédié à l'éducation environnementale.

Les efforts de ce groupe de travail, intégré au volet scientifique du projet RECOS, contribuent directement à la Décennie des Nations unies pour les sciences océaniques au service du développement durable (2021-2030). Cette décennie dédiée aux océans vise *« à mobiliser les acteurs intéressés du monde entier autour d'un cadre commun qui mettra la science au service des pays dans leur mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 14 sur l'océan»*.

27eme session de la commission thonière de l'océan indien : réunion cruciale pour Maurice



La prochaine session de la commission thonière de l'océan indien sera cruciale pour la survie de l'industrie thonière des pays de la région.
Les Seychelles, Les Comores, Madagascar et Maurice se retrouvent dans une position délicate après une décision le 5 février 2023 d'instaurer une interdiction de pêche de 72 jours avec des filets dérivant ou tout autre dispositif qui attirent les 3 espèces de thon menacée de l'océan indien.
La commission devrait aussi se pencher sur la contestation de Maurice sur l'existence même du British Indian Ocean Territory dans la lutte du pays pour retrouver la souveraineté sur l'archipel des Chagos.
Le dossier le plus urgent concerne inévitablement la décision prise par la commission thonière de l'océan indien le 5 février. Suite à un vote lors d'une séance spéciale, il a été décidé de bannir la pêche de thon par des filets dérivants ou autres dispositifs similaires.
Cela suite à un Lobby des pays de l'union Européenne, premier exploitant dans l'océan indien de ce produit.

Les Seychelles ont déjà signifié leur intention de contester cette décision, tout comme les autres pays de la région. Au niveau local les producteurs et exportateurs de thon, espèrent que le gouvernement mauricien suivra le pas, la Mauritius Sustainable Tuna Association a signifié son intention de soutenir toute objection formelle de l'état Mauricien. Maurice étant un gros exportateur de thon et l'industrie thonière emploie environ 6000 personnes.
Sur un autre volet, l'exercice de lobbying autour de la réclamation de Maurice pour la souveraineté sur les Chagos et de Tromelin. Maurice qui à travers une résolution conteste l'existence du BIOT.

Accès à l'énergie : Deux centrales solaires bientôt inaugurées à Mangily et à Anakao



La production d'électricité à Toliara est suffisante, mais des défis restent à relever au niveau du réseau de distribution pour éviter les coupures, selon le MEH. Celui-ci poursuit la course contre la montre, pour réaliser les projets visant l'accès à l'énergie pour tous.

Même si peu de gens y croient, le ministre Solo Andriamanampisoa persiste et signe. *« Nous pouvons et nous allons réaliser le Velirano n°2 du président de la République, concernant l'accès à l'énergie pour tous »,* martèle-t-il dans chaque discours qu'il fait depuis sa prise de fonction au ministère de l'Energie et des Hydrocarbures (MEH). Depuis quelques semaines, ce département ministériel met en avant le défi de mettre en place 36 parcs solaires, de réaliser les 170 000 *Branchements Mora* et de distribuer des kits solaires à un million de ménages. Bien qu'il s'agisse d'un grand défi exceptionnel, compte tenu du court délai annoncé pour le relever, le MEH affiche une avancée à grande vitesse. Samedi dernier, une délégation de ce ministère a fait une descente à Toliara. Selon les informations, l'objectif était d'organiser une concertation avec les représentants de la direction régionale du ministère dans l'Atsimo Andrefana, afin d'élaborer une stratégie pour répondre aux impacts du cyclone Freddy, notamment sur les infrastructures de l'énergie et des hydrocarbures. **Suite de l'article**

Pamela Coke-Hamilton : « Les économies bleue et verte sont les nouvelles vagues de l'avenir »



La directrice exécutive de l'International Trade Centre (ITC), Pamela Coke-Hamilton, a rendu une visite de courtoisie au Premier ministre, Pravind Jugnauth, le 8 mars, au New Treasury Building à Port-Louis. L'ITC est l'agence conjointe de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et de l'Organisation mondiale du commerce, pour le développement du commerce et des affaires internationales.
A l'issue de cette réunion, Pamela Coke-Hamilton a évoqué le lancement du SheTrades Hub à Maurice, prévu ce jeudi 9 mars, afin de renforcer les entreprises dirigées par des femmes dans le pays. Le SheTrades Hub, a-t-elle indiqué, permettra aux femmes d'accéder au financement et aux marchés, de se perfectionner en termes de connaissances numériques et de créer des mécanismes pour soutenir les femmes dans l'entrepreneuriat. « L'écosystème mauricien est l'un des meilleurs avec lesquels nous avons travaillé », a-t-elle déclaré, ajoutant que les politiques gouvernementales ont contribué à la création d'un environnement favorable.

Les discussions, a poursuivi la directrice exécutive, ont porté sur les similitudes entre Small Island Developing States (SIDS) et sur la manière de continuer à défendre les questions qui les affectent, telles que le ratio élevé de la dette par rapport au Gross Domestic Product (GDP) et l'indice de vulnérabilité. À cette fin, elle a parlé d'aller au-delà du PIB comme mesure du développement d'un pays et d'envisager des stratégies pour se rassembler en tant que PEID et avoir une approche multilatérale.
Le rôle unique que Maurice peut jouer en ce qui concerne la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA) a également été souligné au cours de la réunion, a déclaré Pamela Coke-Hamilton. L'AfCFTA, a-t-elle indiqué, va changer la donne en créant un marché économique unique. Maurice peut se positionner comme une porte d'entrée vers l'Afrique en termes d'opportunités d'investissement dans des domaines tels que le textile et l'habillement, la Fintech et les TIC, a déclaré la directrice exécutive. Pour elle, les économies bleue et verte sont les nouvelles vagues de l'avenir.

La Gazette des Comores

ECONOMIE

Les acteurs économiques sensibilisés sur la loi des opérations financières de l'État

Un atelier de sensibilisation et de dissémination de la loi des opérations financières de l'État (LOFE) c'est tenu du jeudi au vendredi dernier à Fomboni. Organisé par le ministère des Finances du budget et du secteur Bancaire sous financement de l'Agence Française de Développement (AFD) à travers le Projet d'appui à la gouvernance financière (PAGF), l'atelier avait pour objectif d'impulser la réflexion vers une organisation efficace de la fonction budgétaire aux niveaux central et insulaire.

Améliorer la gestion des finances publiques pour contribuer à des politiques publiques plus efficaces tout en stimulant la croissance économique et réduire la pauvreté a fait l'objet d'un atelier de deux jours à la salle multifonctionnelle de Fomboni. Il avait mobilisé tous les acteurs du secteur bancaire, à savoir l'administration générale des impôts et du domaine (AGID), les institutions bancaires et autres. L'atelier a été organisé par le Projet appui à la gouvernance financière (PAGF) de l'Agence Française de Développement (AFD), en partenariat avec la direction générale du Budget.

Les participants ont été sensibilisés sur les enjeux et les défis des mutations institutionnelles nécessaires pour réussir la modernisation de la gestion budgétaire préconisées par les lois des opérations financières de l'État (LOFE) et les programmes économiques et financiers. « Cette réunion de deux jours permettra d'initier une réflexion et des activités de sensibilisation et de formation avec les responsables des ministères. Et ce, pour la mise en place du chantier de la division programmatique de ces ministères ainsi que les objectifs assignés à chacun de leur programme et leurs indicateurs spécifiques qui seront utilisés pour mesurer les résultats nationaux et intégrer les changements budgétaires suite à l'entrée en application de la nouvelle LOFE » Explique Ahamada Ali Madi coordinateur national du PAGF. C'est un projet qui consiste à améliorer la chaîne de la dépense à travers un renforcement des fonctions de programmation, d'exécution, de suivi et de contrôle du budget de l'État.



Pour soutenir le renforcement de la gouvernance économique et financière, l'AFD et l'UE mettent un appui technique et financière dans le cadre d'une convention signée en juillet 2020. Selon les organisateurs, cet atelier est une opportunité pour impliquer davantage les cadres des structures évoquées et les former sur les principes de la LOFE et des mécanismes pratiques de sa mise en œuvre.

Riwad

Espace jeune entrepreneuriat (EJE) : soutient les jeunes et les femmes engagées dans les affaires


L'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les jeunes et les femmes entrepreneurs à Madagascar est l'accès aux financements.

Tout d'abord, Madagascar a une population jeune et dynamique, avec plus de 60% de la population ayant moins de 25 ans. Malgré cela, le taux de chômage chez les jeunes reste élevé, en particulier chez les femmes. Cependant, de plus en plus de jeunes et de femmes se lancent dans les affaires à Madagascar, et plusieurs initiatives ont été mises en place pour les soutenir.

L'un des défis majeurs auxquels sont confrontés les jeunes et les femmes entrepreneurs à Madagascar est l'accès aux financements. Ils ont souvent des difficultés à obtenir des prêts bancaires en raison de leur manque de garanties ou de leur statut socio-économique.

Raison pour laquelle, pour remédier à cela, un espace jeune entrepreneuriat (EJE) s'est tenu au Carlton, jusqu'à aujourd'hui. Lors de l'inauguration hier, le ministère de la Promotion de l'industrie, du Commerce et du Développement de la consommation (MICC) a réitéré son engagement et son rôle en rendant facile la création d'une entreprise et de protéger les entrepreneurs locaux, a confié son secrétaire général, Onja Miandry Rakotondramanana. Et ceci est dans le but d'améliorer l'environnement économique du pays et de créer des entreprises, il faut des entrepreneurs.

Cette initiative offre aux jeunes et aux femmes entrepreneurs des opportunités de financement, de mentorat, de formation et de networking pour les aider à développer leurs entreprises et surtout des échanges entre les professionnels dans le secteur. En somme, c'est au profit des jeunes et femmes entrepreneurs qui veulent s'engager dans les affaires, EJE est une plate-forme où ils peuvent échanger, conseiller et acquérir des connaissances. **Suite de l'article**

Espèces menacées : Nouveau dispositif "Nest" pour aider Nature Seychelles à surveiller la nidification des tortues

Sedrick Nicette Edité par : Betymie Bonnelame



L'appareil permettra aux défenseurs de l'environnement de mieux comprendre ce qui arrive au nouveau-né et d'y réagir. (Nature Seychelles/Facebook)

(Seychelles News Agency) - L'ONG environnementale **Nature Seychelles** a terminé avec succès les tests d'un prototype d'appareil qui sera utilisé pour surveiller les nids de tortues à l'avenir, a déclaré un haut responsable.

L'appareil, baptisé "Nest", est développé en collaboration avec une société seychelloise, OceanLabs. Il pourra surveiller la température interne du nid, le niveau de la mer et les niveaux d'oxygène, entre autres, pour aider les défenseurs de l'environnement à mieux protéger les tortues marines. L'appareil a été assemblé avec les pièces détachées à Mahé, l'île principale.

"L'un des principaux facteurs qui influencent le sexe d'une tortue est la température. Avec le réchauffement de la planète, cela signifie que davantage de tortues naissent se révèlent être des mâles et c'est un problème", a déclaré le Dr Nimal Shah, le chef exécutif de Nature Seychelles.

Il a expliqué qu'un tel dispositif permettra aux défenseurs de l'environnement de mieux comprendre ce qui arrive au nouveau-né et d'y réagir, par exemple en trouvant des moyens de réduire la température du nid, pour permettre la naissance de plus de femelles.

Les tests du prototype ont été achevés sur l'île Cousin, une île granitique située à 2 km à l'ouest de Praslin, la deuxième île la plus peuplée des Seychelles. C'est une réserve naturelle gérée par **Nature Seychelles** et protégée par la loi seychelloise en tant que réserve spéciale. C'est l'une des plus anciennes aires marines protégées des Seychelles. **Suite de l'article**

Enseignement supérieur L'Université des Comores s'associe avec l'Ecole supérieure d'art de La Réunion



Un partenariat qui facilitera l'échange des savoirs et les connaissances en même temps et permettra aux deux peuples à apprendre à se connaitre. Le chef de l'Udc, Dr Ibouroi Ali Toibibou, voit en ce partenariat un moyen de développer des échanges mutuels entre les deux parties. Au cours de son intervention, Thierry Omar Gangate a présenté la teneur principale de cette convention de partenariat fondée sur des activités de jumelages.

L'administrateur de l'Université des Comores, Dr Ibouroi Ali Toibibou et le directeur de l'Ecole supérieure d'art de La Réunion, Thierry Omar Gangate, ont procédé, samedi dernier, à la signature d'une convention de partenariat entre les deux institutions. Signée en présence du secrétaire général du ministère de l'Education à l'école de médecine et de santé publique (Emsp), cette convention a pour but de promouvoir le développement des échanges mutuels pour une bonne collaboration entre les deux institutions. Lors de cette cérémonie de signature, l'administrateur de l'université a qualifié ce partenariat d'étape importante pour les deux parties, dans la mesure où les deux pays font face aux mêmes défis et ont tous les deux une histoire commune.

Des défis communs et une histoire commune

«Nous pensons et nous croyons que nous avons beaucoup de choses en commun et à partager car nous avons une histoire probablement commune et nous devons développer des activités qui pourront aller dans le même sens ».Le chef de l'Udc voit en ce partenariat un moyen de développer des échanges mutuels entre les deux parties. **Suite de l'article**